

**RAPPORT N° 2024/6-25**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS ET NON PERMANENTS**

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Afin de répondre aux besoins des services, il est proposé de créer les postes suivants :

**I – CREATION DE POSTES NON PERMANENTS**

- **1 poste non permanent à temps complet rattaché à la Direction des Mobilités** (cat A et B de la filière technique, cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux) pour exercer les fonctions **de chargé.e de mission vélo/ mobilité active.**

Missions : Placé sous l'autorité du Directeur des Mobilités, il.elle sera chargé.e de la mise en œuvre de la politique cyclable et des mobilités actives (réalisation du schéma, animation / communication, développement des axes stratégiques, évaluation, accompagnement des changements de pratiques sociales et comportements). Il. elle assurera les missions d'appui au pilotage, de suivi et de mise en œuvre du schéma directeur cyclable et des mobilités actives ; l'animation et la coordination de la stratégie et des expérimentations vélo sur le territoire et le suivi des actions intercommunales en coordination avec les actions portées par les communes de la CINOR.

Ce poste s'inscrit dans le cadre de l'Appel à Projets AVELO3, qui est une convention conclue avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (ADEME), qui porte sur un programme de développement et d'animation des politiques cyclables et des mobilités actives dans les territoires, chiffré à hauteur de 297 095 euros et est financé par l'établissement public de l'Etat, à 100% dans la limite de 152 095 euros sur 3 ans.

Il s'agit d'un contrat de projet issu de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019. Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel conformément aux articles L.332-24 à L.332-26 du Code général de la fonction publique qui autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour mener à bien un projet ou une opération identifiée.

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans pour un minimum de 1 an et un maximum de 6 ans. Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

**II – CREATION DE POSTES PERMANENTS**

- Dans le cadre de la prochaine ouverture de **la médiathèque du Chaudron Princesse Niama** (ancienne appellation bibliothèque), et afin de répondre aux besoins en personnel de cette nouvelle structure de réseau de lecture publique, il est proposé de créer :

- 4 postes permanents, à temps complet, relevant de la catégorie C de la filière culturelle du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine pour exercer les fonctions d'**agent de médiathèque**

Missions : Sous l'autorité du. de la responsable de la médiathèque du Chaudron, il. elle sera chargé.e d'accueillir, renseigner et orienter le public ; assurera le prêt et le retour des documents ainsi que toute autre opération de gestion et circulation des documents ; participera à la mise en place des animations et collaborera à l'enrichissement et l'enregistrement des collections de la bibliothèque.

- 1 poste permanent, à temps complet, relevant de la catégorie B de la filière culturelle du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine pour exercer les fonctions de **responsable de pôle** ;

Missions : Sous l'autorité du. de la responsable de la médiathèque du Chaudron, il. elle sera chargée de développer, organiser et valoriser les collections de l'espace dont il. elle sera le. la responsable (adulte ou jeunesse) ; contribuera au développement de la lecture sur le territoire ; encadrera les agents de son pôle ; assurera l'intérim de la direction et mettra en place des actions de médiation sur le quartier, en lien avec les associations et institutions.

Les emplois permanents susvisés pourront être pourvus par le recrutement d'un fonctionnaire, et en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être occupés par un agent contractuel recruté par voie de contrat à

Signature  
974-249740119-20241212-BC2024-6-25-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

durée déterminée de 3 ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du CGFP à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

- Par ailleurs, l'emploi de chargé de mission BAOBAB créé par décision n°2022/4-30 du bureau communautaire en date du 15 septembre 2022, a été ouvert aux catégories A et B de la filière technique, des cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux. Il est proposé d'élargir cet emploi de la filière technique, au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux et de le redéfinir en un emploi permanent à temps complet. Ce recrutement s'effectuera par voie statutaire, le cas échéant cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement des articles L. 332-8 du code général de la Fonction publique. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience
- Enfin, par délibération n° 2018/1-01 du 22 février 2018, le poste de responsable des affaires funéraires a été créé sur le grade de rédacteur territorial. L'agent sur ce poste ayant quitté la collectivité, celle-ci doit procéder à son remplacement en lançant la procédure de recrutement. Pour cela, il est proposé d'élargir cet emploi de la filière administrative, au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux. Ce recrutement s'effectuera par voie statutaire, le cas échéant cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement des articles L. 332-8 du code général de la Fonction publique. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section fonctionnement.

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver les créations des postes indiqués dans le rapport.
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2024/6-25  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS ET NON PERMANENTS**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu les dispositions du code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la décision 2022/2-37 du bureau de la Communauté du 08/04/2022 ;

Vu la décision 2023/2-14 du bureau de la Communauté du 05/04/2023 ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-25-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-25 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les créations des postes indiqués dans le rapport.

**ARTICLE 2**

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 15  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **123** DEC 2024



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-25-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024